



Institute of Corporate Directors
Institut des administrateurs de sociétés

SOUS LA LENTILLE

SONDAGE PRINTEMPS 2019

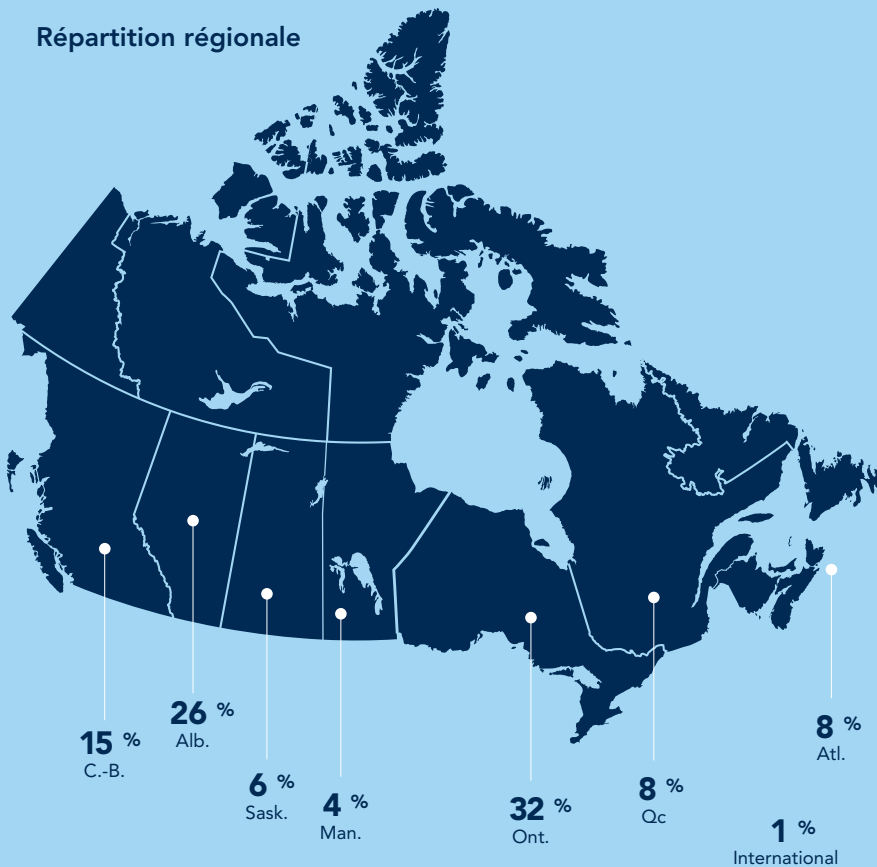


LES ADMINISTRATEURS SONT LES LEADERS QUI APPROUVENT ET ENCADRENT LA STRATÉGIE D'ENTREPRISE ET QUI EXERCENT UNE SURVEILLANCE DE LA GESTION DU RISQUE ORGANISATIONNEL. ILS SONT RESPONSABLES DE L'INTENDANCE À LONG TERME DES ORGANISATIONS CANADIENNES.

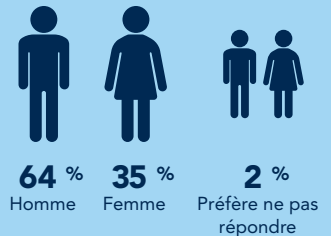
Le sondage Sous la lentille traite des principaux enjeux politiques, sociaux et économiques ayant une incidence sur nos organisations et notre pays. Ces sondages informent les décideurs gouvernementaux et aident à orienter les discussions sur les politiques dans les médias et ailleurs en fournissant le point de vue des administrateurs sur les questions pressantes qui touchent les employeurs, les travailleurs, les investisseurs et les gestionnaires canadiens.

Ce sondage a été mené par Environics Research auprès de 939 membres de l'IAS entre le 4 mars 2019 et le 31 mars 2019 pour un taux de réponse global de 7,4 %. Un échantillon de cette taille produit des résultats pouvant être considérés comme précis jusqu'à $\pm 3,2$ points de pourcentage, 19 fois sur 20.

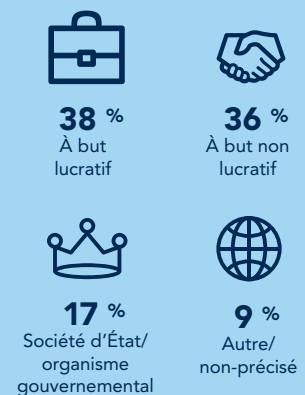
Répartition régionale



Genre



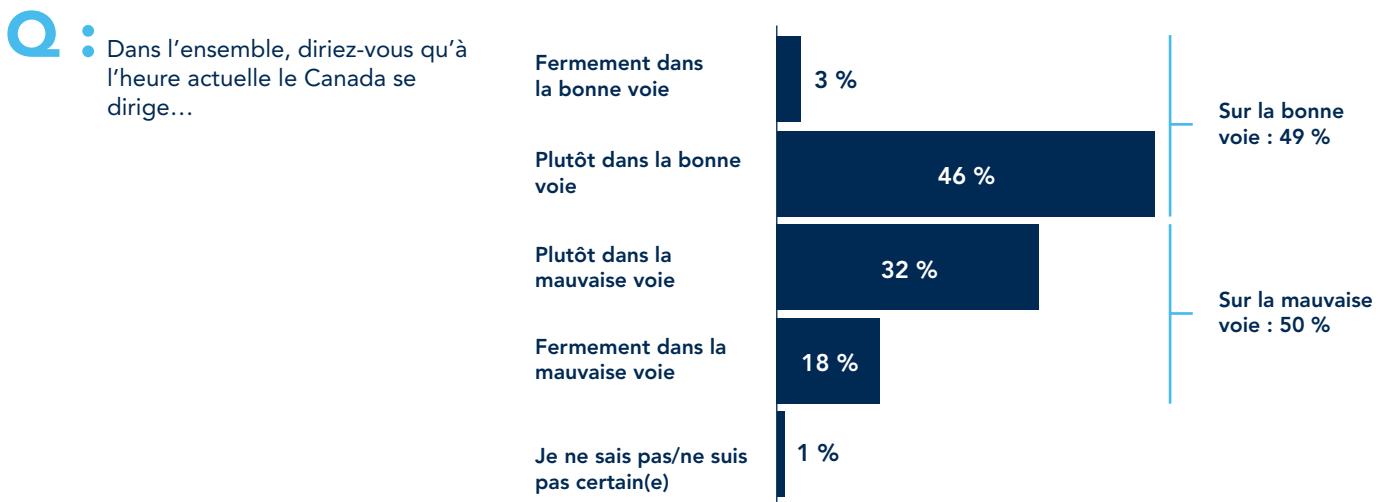
Conseil principal



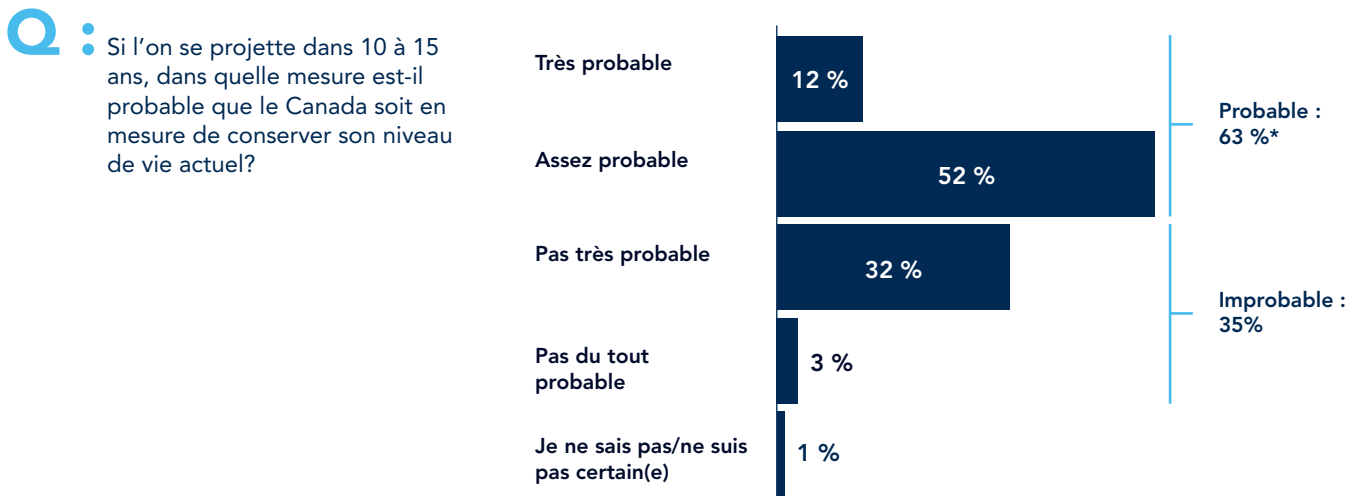
Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre à 100 %.

DANS QUELLE VOIE LE CANADA SE DIRIGE-T-IL?

Les administrateurs sont partagés également sur la question de savoir si le Canada s'engage dans la bonne ou la mauvaise voie et l'on observe très peu de changement depuis que nous avons posé la question l'automne dernier. Dans l'ensemble, un peu plus d'administrateurs estiment que le Canada est engagé fermement ou plutôt dans la mauvaise voie (50 % contre 49 % dans le dernier sondage). Il n'y a eu aucun changement dans le nombre de répondants ayant dit que le Canada était dans la bonne voie : 49 %, bien que le nombre de personnes interrogées ayant dit que le Canada était dans la bonne voie soit passé de 5 % à 3 %.



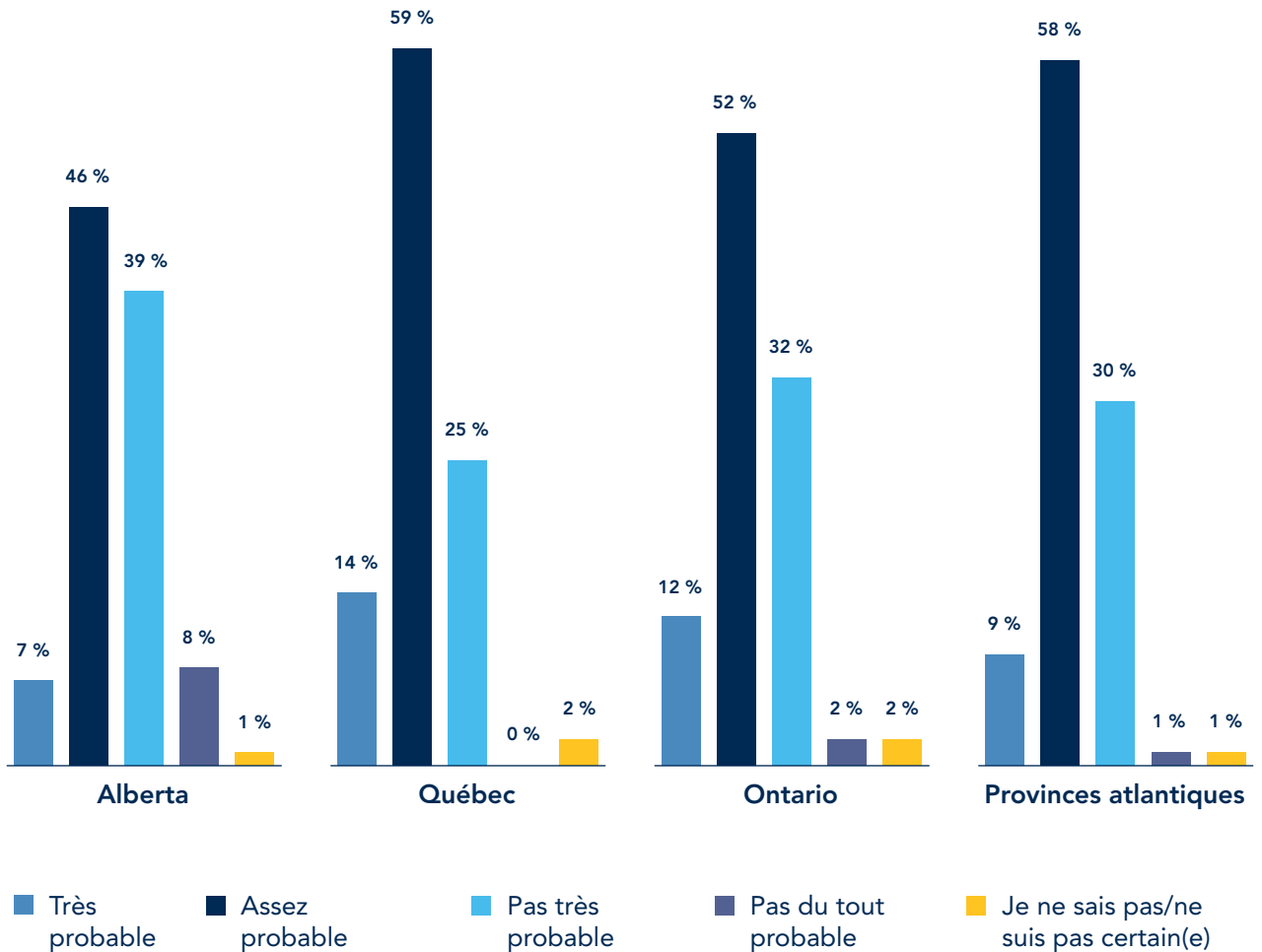
En réponse à la question sur le niveau de vie au Canada au cours des dix à quinze prochaines années, les membres se sont montrés plus optimistes dans leur réponse, 63 % d'entre eux estimant que le Canada pourrait très probablement ou assez probablement maintenir son niveau de vie actuel. Toutefois, 35 % des répondants estiment qu'il n'est pas très probable ou pas du tout probable que le Canada maintienne son niveau de vie.



*Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

PERCEPTIONS RÉGIONALES DE LA PROSPÉRITÉ FUTURE DU CANADA

Les résultats de l'enquête révèlent que certaines régions du pays sont plus optimistes que d'autres à l'égard du niveau de vie au Canada. Les répondants de nos sections régionales de l'Ontario (64 %) et du Québec (73 %) sont d'avis que le Canada peut très probablement ou assez probablement maintenir son niveau de vie au cours des dix à quinze prochaines années, tandis qu'une faible majorité des répondants (53 %) des sections de l'IAS en Alberta estiment que le Canada peut très ou assez probablement maintenir son niveau de vie.

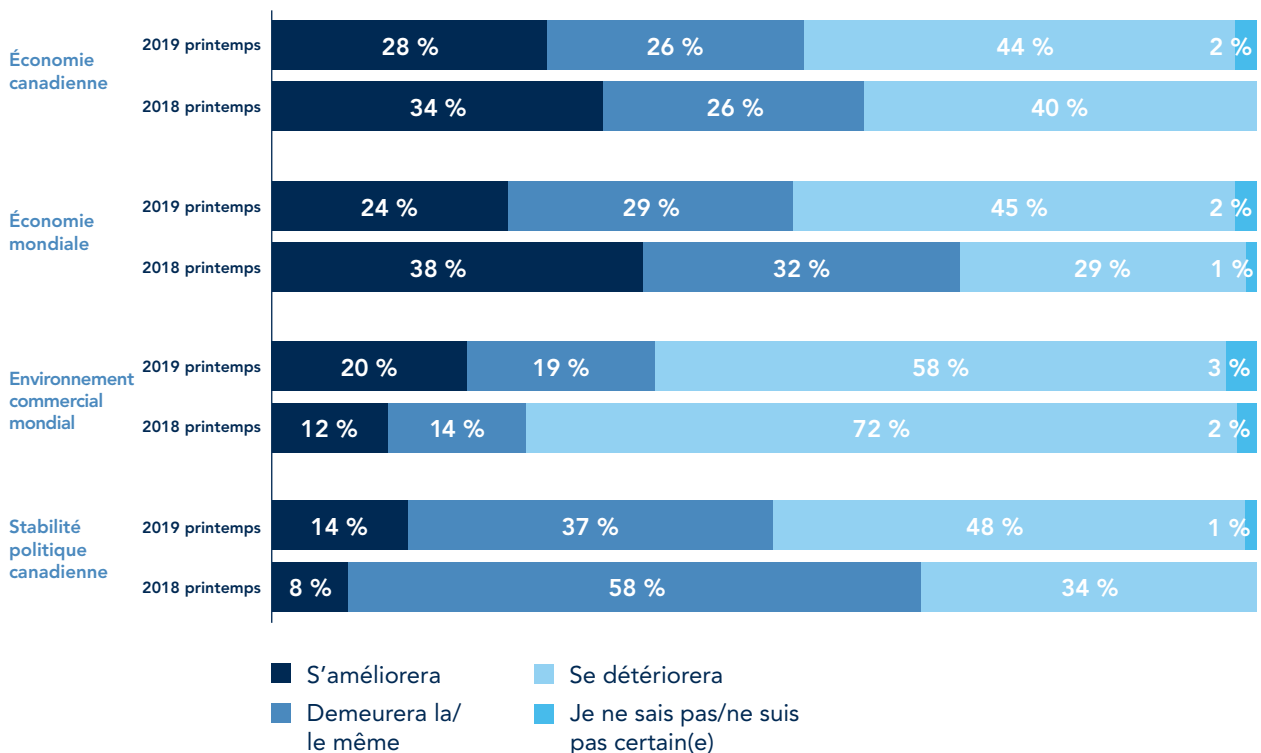


LA CONFIANCE DANS L'ÉCONOMIE CANADIENNE ET LA STABILITÉ POLITIQUE CONTINUENT D'ÊTRE MALMENÉES, MAIS CERTAINS ESPOIRS DEMEURENT DANS LE COMMERCE MONDIAL

Les administrateurs canadiens demeurent pessimistes quant à la stabilité économique et politique du Canada et du monde. Seulement 28 % des administrateurs que nous avons interrogés croient que l'économie canadienne s'améliorera au cours des deux à cinq prochaines années comparativement à 34 % qui croyaient qu'elle s'améliorerait il y a un an. Près de la moitié (44 %) des personnes interrogées croient que l'économie se détériorera. La confiance dans l'économie mondiale est également en baisse : seulement 24 % croient qu'elle s'améliorera au cours des deux à cinq prochaines années comparativement à 38 % qui croyaient qu'elle s'améliorerait il y a un an. Quarante-cinq pour cent des personnes interrogées pensent que l'économie mondiale se détériorera au cours des prochaines années.

Les membres de l'IAS continuent également d'exprimer leur inquiétude à l'égard de notre stabilité politique intérieure : 48 % d'entre eux estiment que la stabilité politique canadienne se détériorera au cours des deux à cinq prochaines années, alors que seulement 34 % avaient exprimé cette opinion dans le sondage du printemps 2018. Les élections provinciales, la menace du populisme, le ralentissement de l'économie et les prochaines élections fédérales de 2019 pourraient contribuer à créer un sentiment de malaise. Toutefois, ceux qui estimaient que la stabilité politique canadienne s'améliorerait sont passés de 8 % à 14 %. Un certain optimisme à l'égard de l'environnement commercial mondial s'est également reflété dans le sondage, 20 % des administrateurs interrogés estimant que l'environnement commercial s'améliorera comparativement à seulement 12 % il y a un an. Cinquante-huit pour cent des participants au sondage ont répondu penser que l'environnement commercial se détériorera comparativement à 72 % dans le sondage du printemps 2018.

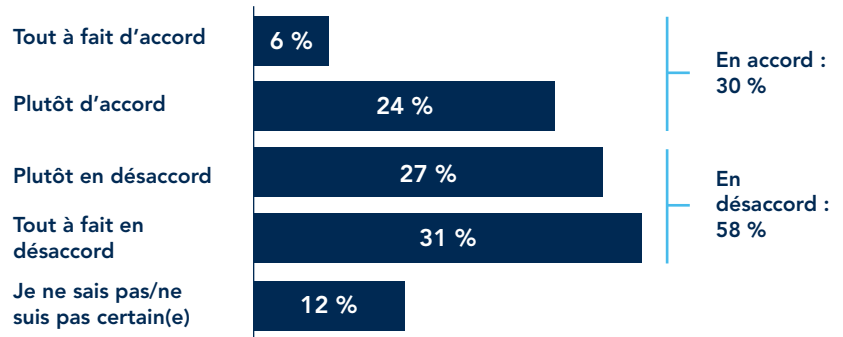
Q : Veuillez indiquer si vous avez l'impression que chacun des aspects suivants s'améliorera, demeurera le même ou se détériorera au cours des deux à cinq prochaines années :



L'INFLUENCE DES « FAITS ALTERNATIFS »

La montée des « faits alternatifs » est également une source de préoccupation pour certains administrateurs. Trente pour cent sont tout à fait ou plutôt d'accord pour dire que l'importance croissante de données médiocres ou trompeuses a diminué leur confiance dans l'information que reçoivent leurs conseils. Cela indique qu'un nombre important d'administrateurs remettent en question leur confiance dans la validité de l'information qu'ils utilisent pour prendre des décisions importantes. Il s'agit d'une question qui mérite d'être surveillée au moment où les conseils d'administration s'efforcent de comprendre les répercussions que peut avoir une information volontairement trompeuse sur la prise de décisions stratégiques.

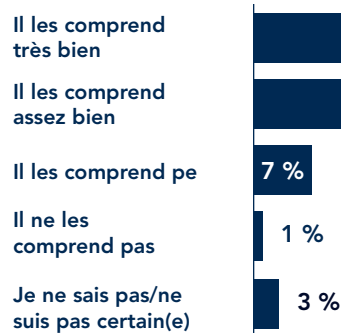
Q : Dans quelle mesure seriez-vous d'accord pour dire que la prédominance croissante des « faits alternatifs » diminue votre confiance à l'égard de l'information à laquelle le conseil se fie pour prendre des décisions/approuver des stratégies?



LA COMPRÉHENSION DU CONSEIL DE LA POLITIQUE ET DE LA PRISE DE DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES

Les gouvernements sont des intervenants clés pour chaque organisation, car ils fournissent les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'expansion des activités et le financement à de nombreux OBNL et sont, évidemment, l'actionnaire dans le secteur des sociétés d'État. Étant donné la nature essentielle de cette relation, il est quelque peu surprenant que moins de la moitié des administrateurs aient indiqué très bien comprendre la politique et la prise de décisions gouvernementales.

Q : Le gouvernement est un intervenant clé pour toutes les organisations. À votre avis, dans quelle mesure votre conseil comprend-il les politiques et le processus décisionnel des différents ordres de gouvernement de votre région?

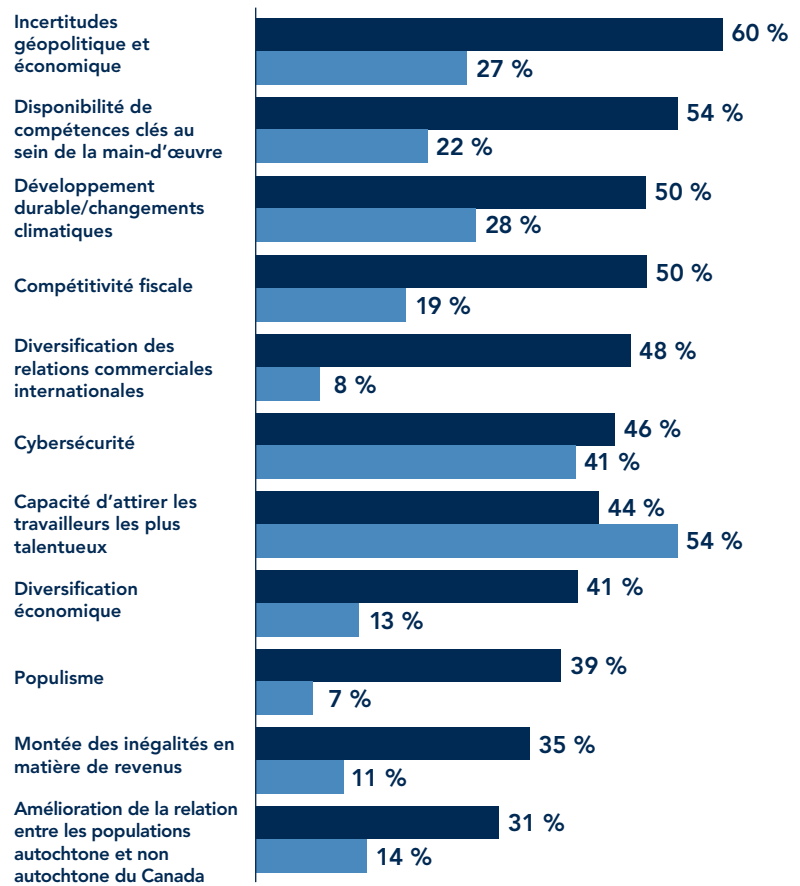


LES DÉFIS LES PLUS PRESSANTS DU CANADA

Nous avons demandé aux administrateurs de nous indiquer les plus grands défis auxquels fait face le Canada ainsi que ceux qui sont les plus susceptibles de limiter la réussite de leurs organisations. Il est intéressant de noter que plusieurs défis ont été établis comme étant une préoccupation majeure pour le pays, mais pas nécessairement pour les organisations des administrateurs. Cela montre que les administrateurs ne font peut-être pas le lien entre les défis nationaux et leur impact potentiel sur la croissance de leurs organisations. Par exemple, 54 % des personnes interrogées estiment que la durabilité et les changements climatiques constituent un défi pressant pour le pays, alors que seulement 22 % estiment qu'il s'agit d'un enjeu important pour leurs organisations. Au nombre d'autres lacunes urgentes figurent l'incertitude géopolitique et économique, le populisme, l'inégalité croissante des revenus et, ce qui est peut-être le plus surprenant, la diversification des relations commerciales internationales. Une concordance apparaît sur des questions telles que la cybersécurité et la capacité d'attirer les meilleurs talents.

Q : Parmi les défis suivants, quels sont ceux que le Canada doit s'empresse de relever au cours des 10 à 15 prochaines années? Et parmi ces mêmes défis, quels sont ceux qui sont les plus susceptibles de limiter la croissance de votre organisation?

- Défis les plus pressants à relever pour le Canada
- Défis les plus importants pour votre entreprise



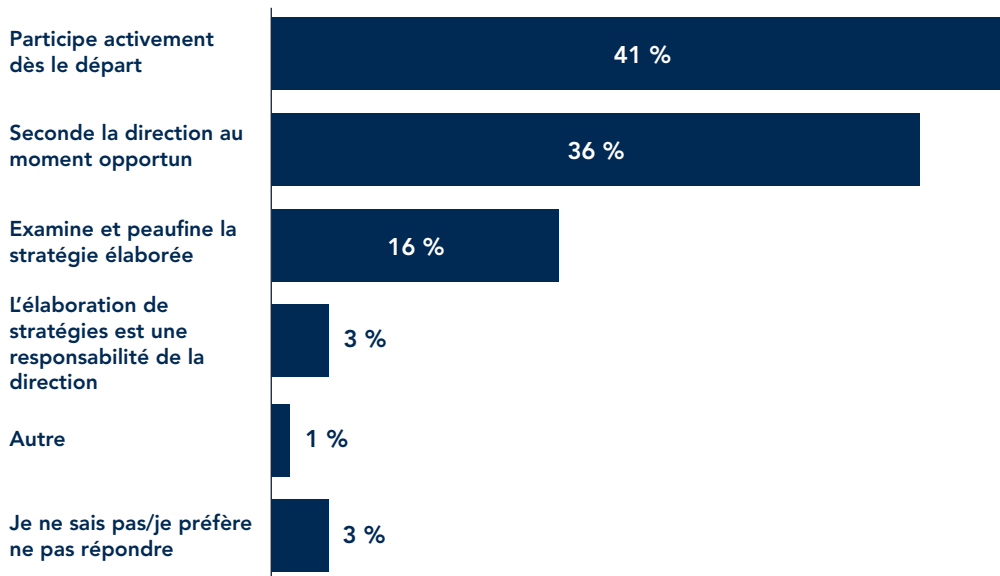
« L'attrait mondial pour les capitaux, créer des emplois durables pour la génération Y et la prochaine génération, créer de la flexibilité, trouver des moyens de maintenir les coûts du logement et de l'urbanisation réalistes. »

« Je pense que toutes les organisations devraient mieux comprendre comment la technologie et l'utilisation de l'analyse des données simplifieront les processus, amélioreront les expériences et exigeront moins de main-d'œuvre non spécialisée. »

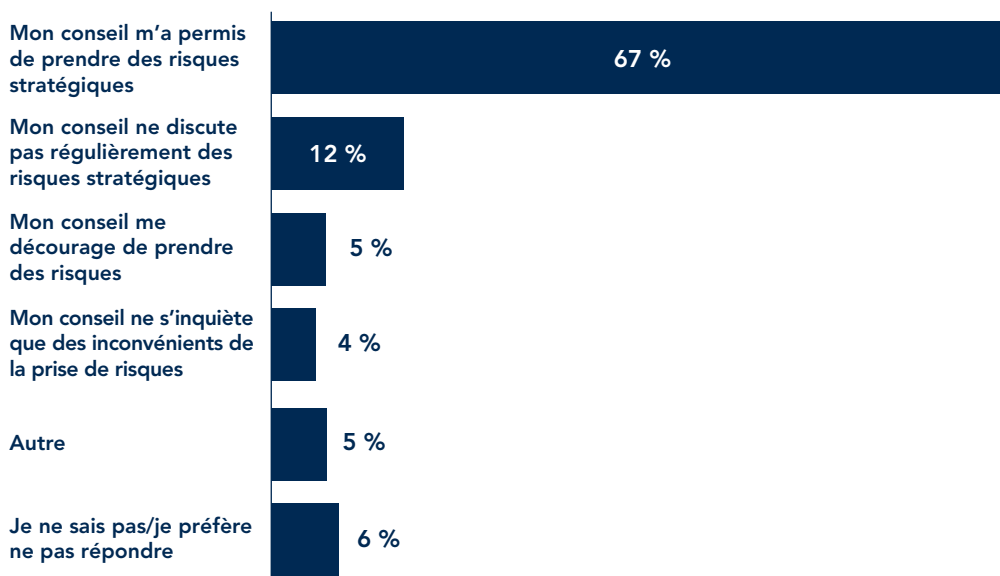
SURVEILLANCE DE LA STRATÉGIE PAR LE CONSEIL

Un nombre important d'administrateurs (41 %) indiquent participer activement à l'élaboration de la stratégie dès le début du processus. Soixante-sept pour cent d'entre eux ont également déclaré penser que leurs présidents-directeurs généraux pourraient affirmer que leurs conseils d'administration leur avaient permis de prendre des risques stratégiques.

Q : Quelle approche décrit le mieux le rôle de votre conseil dans l'élaboration de stratégies?

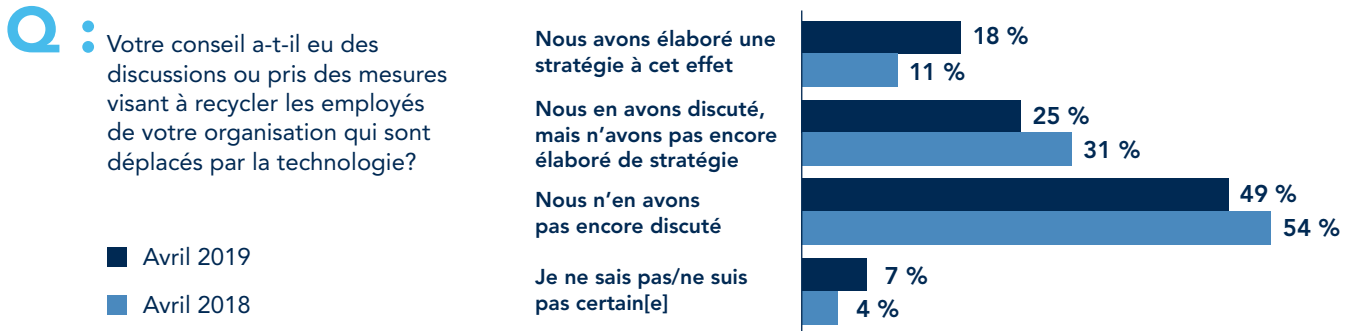


Q : Si nous demandions à votre président-directeur général d'évaluer dans quelle mesure son conseil est à l'aise avec la prise de risques stratégiques, quelle serait sa réponse?

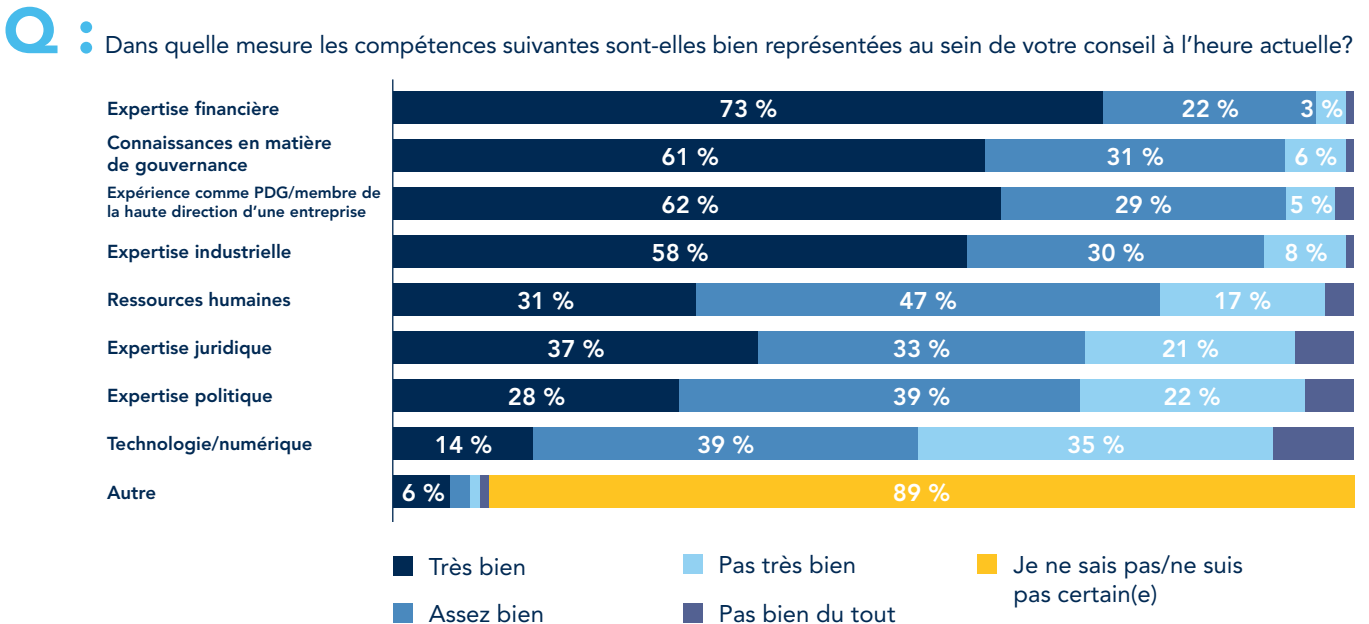


LES PERTURBATIONS TECHNOLOGIQUES NE SONT PAS SUFFISAMMENT SOUS LA LOUPE

Le déplacement de la main-d'œuvre de l'organisation par la technologie ne semble pas se retrouver à l'ordre du jour d'un grand nombre de conseils. En fait, 49 % des administrateurs interrogés n'ont pas abordé la question, soit une légère baisse par rapport à l'an dernier, malgré une couverture médiatique importante et une meilleure compréhension de l'incidence de la technologie sur les employés. Toutefois, un plus grand nombre d'organisations ont élaboré une stratégie de recyclage : 18 % des administrateurs ont répondu qu'ils avaient élaboré une stratégie de recyclage de la main-d'œuvre comparativement à 11 % dans le sondage du printemps 2018.



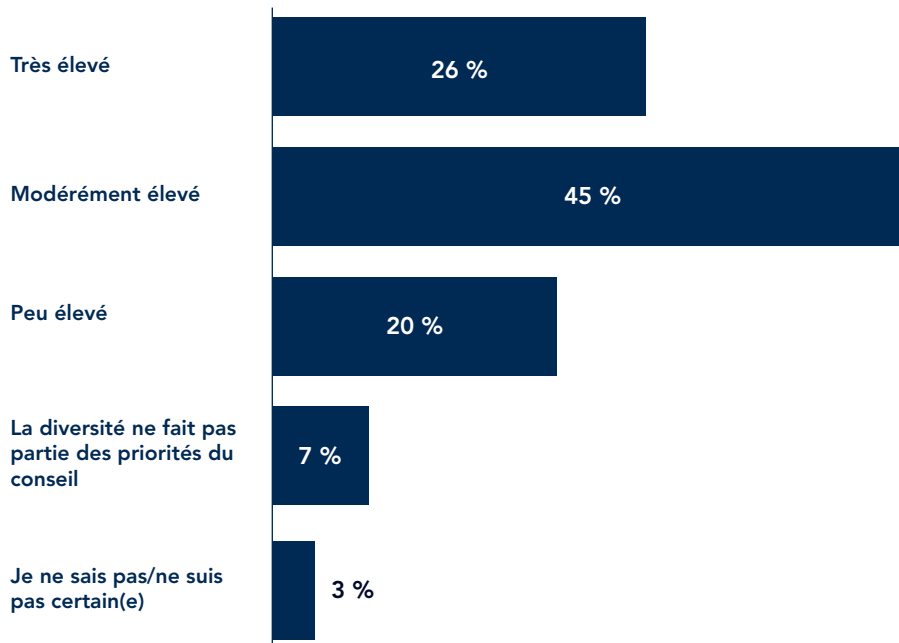
Les administrateurs ont également relevé une lacune dans l'expertise numérique et technologique au sein de leurs conseils, seulement 53 % d'entre eux estimant que ces compétences sont très bien ou assez bien représentées au sein du conseil.



LES ADMINISTRATEURS SOUTIENNENT FORTEMENT LA DIVERSITÉ

Notre sondage a révélé que la diversité au sein du conseil d'administration jouit d'un solide appui. Près des trois quarts des administrateurs (71 %) affirment que la diversité au sein du conseil d'administration a une priorité élevée à modérément élevée dans la liste des priorités du conseil d'administration et 26 % d'entre eux affirment que c'est une priorité très élevée. Cette opinion s'applique aussi bien aux conseils d'administration à but lucratif qu'à ceux à but non lucratif.

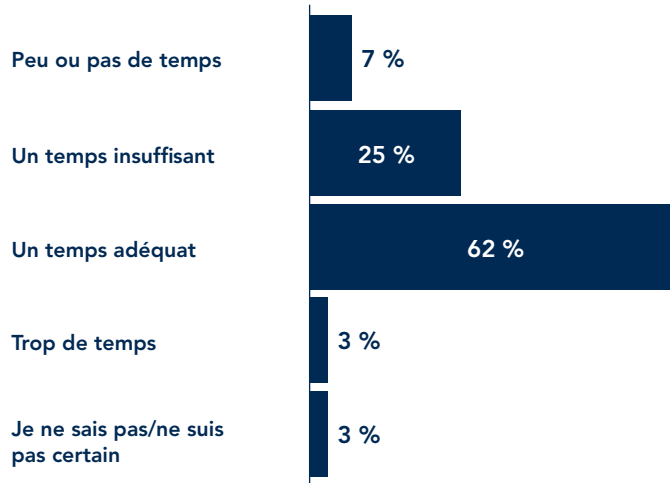
Q : Quel rang occupe la diversité sur la liste des priorités de votre conseil?



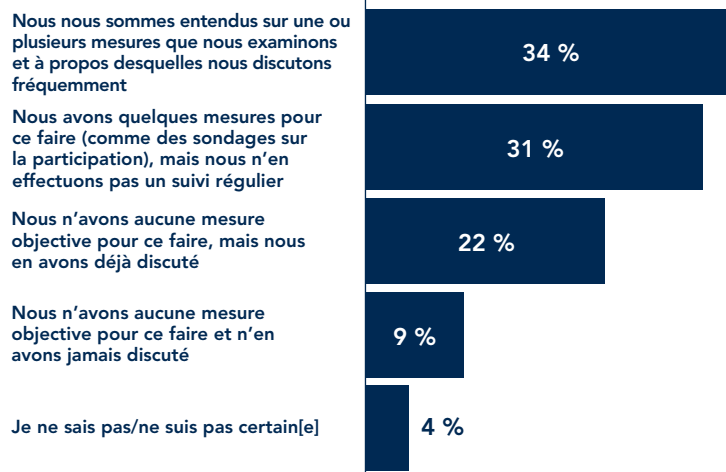
LA SUPERVISION DE LA CULTURE PAR LE CONSEIL

Bien que 62 % des répondants aient indiqué consacrer suffisamment de temps à discuter de la culture organisationnelle, seulement 34 % d'entre eux ont indiqué avoir au moins une mesure sur laquelle ils se sont entendus en ce qui a trait à la culture et en avoir discuté fréquemment. Trente et un pour cent d'entre eux disent avoir des mesures, mais ne pas les suivre régulièrement et 22 % disent ne pas avoir de mesures objectives, mais avoir discuté de la culture. Neuf pour cent disent n'avoir aucune mesure et ne pas avoir discuté de la santé de leur culture organisationnelle.

Q : Parmi les énoncés suivants, quel est celui qui décrit le mieux le temps que vous avez l'impression que votre conseil consacre à la supervision de la culture organisationnelle à l'heure actuelle?



Q : Quelle approche décrit le mieux la capacité de votre conseil à évaluer l'état de santé de la culture organisationnelle?



CONCLUSION

Selon les résultats de notre plus récent sondage, les administrateurs continuent d'être très préoccupés par l'environnement économique et politique canadien, même s'ils se montrent plus optimistes quant à l'environnement commercial mondial. Interrogés sur les défis les plus pressants auxquels fait face le Canada, les administrateurs ont mentionné d'importants enjeux comme les changements climatiques, l'incertitude géopolitique et économique et les répercussions de l'IA, mais ils n'étaient pas aussi disposés à considérer ces questions comme problématiques pour leur propre croissance organisationnelle. L'absence d'un lien solide entre les deux perspectives est remarquable.



Institute of Corporate Directors
Institut des administrateurs de sociétés

T: 416.593.7741 | Toll-Free: 1.877.593.7741

icd.ca



ICD Official National LinkedIn Group



@ICDCanada